



# Dossier de demande de prolongation de la durée d'exploitation

Carrière de Lihons (80)

## 1. Dossier administratif



Octobre 2020



**setec**  
énergie environnement



Nom du rapport - Version	Date	Commentaires	Rédaction	Validation
			Noms	Noms
DA - DDAE Carrière Lihons	Janvier 2020	V1 – Version pour dépôt en préfecture	A. JAYET	C. CABLÉ
DA – DDAE Carrière Lihons	Juillet 2020	V2 – Version modifiée intégrant les demandes de complément de la DREAL du 28 avril 2020	A. JAYET	C. CABLÉ
DA – DDAE Carrière Lihons	Octobre 2020	V2 – Version modifiée intégrant les demandes de complément de la DREAL de septembre 2020	C. CABLÉ	C. CABLÉ



## Table des matières

<b>1. PREAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA DEMANDE ET ORGANISATION DU DOSSIER.....</b>	<b>6</b>
2.1. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement .....	6
2.2. Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale .....	6
2.3. Référentiel réglementaire .....	7
2.4. Contenu du dossier d'autorisation environnementale .....	10
2.5. Organisation du dossier d'autorisation environnementale.....	12
2.6. Déroulement de la procédure d'Autorisation .....	17
2.7. Enquête publique.....	19
<b>3. PRESENTATION DU DEMANDEUR .....</b>	<b>21</b>
3.1. Identification du demandeur .....	21
3.2. Présentation de la société matériau routier moderne .....	22
3.3. Capacités techniques .....	22
3.4. Capacités financières MRM .....	22
<b>4. OBJET DE LA DEMANDE – NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES .....</b>	<b>23</b>
4.1. Objet de la demande .....	23
4.2. Nomenclature de classement ICPE .....	23
4.3. Rayon de l'enquête publique .....	25
4.4. Aire d'influence de la carrière .....	27
4.5. Nature et volume des activités .....	27
<b>5. EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS .....</b>	<b>28</b>
5.1. Localisation .....	28
5.2. Situation cadastrale et maîtrise foncière.....	29
5.3. Conformité aux règles d'urbanisme .....	30
5.4. Permis de construire .....	32
<b>6. CONFORMITE AUX DOCUMENTS DE PLANIFICATION DES CARRIERES .....</b>	<b>33</b>
6.1. Compatibilité avec les schémas départementaux et régionaux.....	33
<b>7. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION.....</b>	<b>34</b>
<b>8. GARANTIES FINANCIERES .....</b>	<b>35</b>
8.1. Réglementation .....	35
8.2. Calcul des garanties financières.....	36
8.3. Hypothèses de calculs.....	37
Résultats du calcul .....	37



## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Déroulement de la procédure d'autorisation environnementale pour une ICPE.....	18
Figure 2 : Visualisation du rayon d'affichage de 3 km autour du site et des communes concernées par l'enquête publique.....	26
Figure 3 : Localisation de la carrière base plan 1/25 000ème .....	28
Figure 4 : Plan parcellaire.....	29
Figure 5 : Plan de zonage de la carte communale de Lihons.....	31

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Capacités financières de MRM.....	22
Tableau 2 : Liste des rubriques ICPE du projet .....	24
Tableau 3 : Quantité de matériaux extraits chaque année .....	27
Tableau 4 : Parcelles de la carrière .....	29
Tableau 5 : Tableurs de calcul.....	37



## 1. PREAMBULE

La demande, objet du présent dossier, est présentée par la société SAS Matériaux Routiers Modernes, spécialisés dans l'extraction de matériaux. La société MRM exploite actuellement la carrière de Lihons, dans la commune du même nom située dans la Somme (80). Cette installation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié par l'arrêté du 26 mars 2009. L'exploitation est autorisée jusqu'en juin 2021.

L'arrêté de 2006 autorise l'exploitation d'une "Extension Nord" et d'une "Extension Sud". Actuellement, seule l'extension nord est exploitée, la société MRM ayant finalement décidé de ne pas exploiter l'extension sud.

La carrière se situe sur un terrain de 9ha 86a 16ca. La surface exploitable est de 8ha 98a 00ca.

Les seuils annuels d'extractions actuellement autorisés sont :

- 130 000 t de sable ;
- 71 000 t d'argiles et limons ;
- 20 000 t de craie.

Cependant depuis le début de l'exploitation, les tonnages extraits ont été bien inférieurs aux prévisions initiales. En conséquence, MRM souhaite poursuivre l'exploitation du gisement en place et demande ainsi l'autorisation de prolonger la durée d'exploitation de la carrière au droit de l'extension nord pour une durée de 30 ans. La présente demande ne concerne pas le renouvellement de l'autorisation d'exploiter une installation de traitement des matériaux au sein de la carrière ainsi qu'une station de transit de matériaux inertes non dangereux.

**Le présent dossier a donc pour objet de solliciter auprès du Préfet du département de la Somme l'autorisation d'exploiter la carrière de Lihons pour une durée complémentaire de 30 ans selon les modalités présentées dans l'ensemble du dossier et pour les tonnages suivants :**

- 65 000 t de sable
- 55 000 t d'argiles et de limons
- 20 000 t de craie

Les modalités concrètes de ce projet et de sa future exploitation, **identique à l'actuelle**, sont détaillées point par point dans un dossier technique afin d'en faciliter sa prise de connaissance. Ce dossier constitue la base de l'étude d'impact et de l'étude de dangers qui s'appuient sur des analyses préliminaires des nuisances potentielles et des dangers.



## 2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE DE LA DEMANDE ET ORGANISATION DU DOSSIER

### 2.1. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Du fait des activités réalisées sur le site, la carrière de Lihons relève de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) selon le régime de l'autorisation. A ce titre, toutes les règles de fond et de procédures applicables à de telles installations quant à leur création, leur développement, leur modification ou leur cessation prévues par le code de l'environnement leur sont applicables, ainsi que l'ensemble des arrêtés et circulaires pris pour l'application de ces textes et relatifs aux installations concernées.

Préalablement à la création, au développement ou à la modification d'installations telles que celle de Lihons, le législateur a prévu une procédure de demande d'autorisation d'environnementale auprès de l'autorité préfectorale. Cette demande est dans le présent cas soumise à enquête publique et doit notamment :

- Répondre à l'ensemble des objectifs énoncés par le Titre I du Livre V du Code de l'environnement,
- Obéir dans son fond et sa forme aux prescriptions du Livre I Titre VIII du Code de l'environnement applicables aux installations envisagées,
- Présenter la conformité technique du projet aux règles de l'art,
- Justifier son adéquation avec le schéma départemental des carrières.

### 2.2. Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale

L'Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale a modifié le code de l'environnement et les procédures d'autorisation environnementale. La désignation du Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter devient **Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale**.

Le dossier administratif a pour objet d'explicitier :

- La forme du présent Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (DDAE), établi conformément au contexte réglementaire et dans le cadre d'une procédure stricte et précise. Soumis à une enquête publique, son contenu répond point par point aux exigences et aux principes édictés par la réglementation.
- Le fond du projet porté par MRM qui consiste en la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière.
- Le contenu des pièces du DDAE est présenté au paragraphe 2.4 ci-après.

Le DDAE est un document à vocation technique exposant fidèlement la technicité du projet dans un souci de transparence de la part du Maître d'Ouvrage. A cette étape, il convient de rappeler que ce dossier s'inscrit :



### **Dans un cadre administratif et organisationnel :**

La gestion technique et environnementale du site s'inscrit notamment dans un ensemble de critères énoncés par la réglementation. Les activités du site répondent à un besoin exprimé au sein des documents planifiant la gestion départementale des carrières amenés à être intégrés aux schémas carrières régionaux (voir paragraphe 0).

### **Dans un contexte local et technique :**

Le contenu du présent DDAE énonce et précise les règles de l'art et les conditions techniques utilisées pour garantir la qualité de la future exploitation et apporter des réponses aux impacts potentiels. La bonne gestion technique de ces activités s'appuie sur la capitalisation des expériences propres au Maître d'Ouvrage et à l'exploitant.

Cette demande est motivée par la volonté de la société MRM de répondre aux besoins exprimés par son réseau de clients et industriels locaux, en assurant notamment une continuité du service auprès de ceux qui ont déjà recours aux services proposés par le site actuel de Lihons.

## **2.3. Référentiel réglementaire**

L'ensemble des données et des préconisations contenues dans le présent dossier répond à la réglementation en vigueur :

### **Code de l'environnement**

- Code de l'environnement : articles L181-1 et suivants, articles L511-1 et suivants, articles R181-1 et suivants, articles R512-1 et suivants, articles L122-1 et suivants et R122-1 et suivants, articles L211-1 et suivants, articles L541-1 et suivants et R541-1 et suivants, articles L214-1 et suivants et R214-1 et suivants.
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Loi dite Grenelle II), codifiée au Code de l'environnement.
- Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, codifiée au Code de l'environnement.

### **Prévention des risques technologiques**

- Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.



- Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté du 24 janvier 2011 fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées.
- Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

### **Gestion des nuisances dans les ICPE**

- Arrêté du 23 janvier 1997, modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.
- Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

### **Impact sur la santé**

- Circulaire n°98-36 du 17 février 1998 relative au contenu des études d'impact et notamment au volet sur la santé publique.
- Circulaire de la Direction Générale de la Santé du 3 février 2000 relative au guide méthodologique de l'InVS.
- Circulaire DGS n° 2006-234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact.
- Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation
- Note d'information n° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués.
- Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées, INERIS, Août 2013.





### **Réglementation particulière carrière**

- Code de l'environnement, articles L.515-1 à L.515-6.
- Arrêté du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux exploitations de carrières

### **Garanties financières**

- Articles R516-1 à R516-6 du code de l'environnement ;
- Circulaire du 9 juin 1994 relative au décret n° 94-484 du 9 juin 1994 modifiant le décret no 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre Ier de la loi no 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et modifiant le livre IV du code de l'urbanisme ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Arrêté du 9 février 2004, modifié le 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

### **Autorisation environnementale, évaluation environnementale et enquête publique**

- Code de l'environnement, articles L.181-1 et suivants et articles R.181-1 et suivants.
- Code de l'environnement, articles L.123-1 et suivants et articles R.123-1 et suivants.
- Code de l'environnement, articles L.122-1-1 et suivants et articles R.122-1 et suivants.
- Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.
- Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes.
- Ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale.
- Décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale.
- Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.
- Référentiel pour la constitution d'un dossier de demande d'autorisation environnementale impliquant des installations classées en Hauts-de-France, DREAL, Juillet 2018.
- L'autorisation environnementale, Editions législatives, Juin 2018.



## 2.4. Contenu du dossier d'autorisation environnementale

L'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 a inscrit dans le Code de l'environnement un dispositif d'autorisation environnementale unique. Le décret fixe le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale et les conditions de délivrance et de mise en œuvre de l'autorisation par le Préfet. Enfin, le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale modifie en conséquence les livres du Code de l'environnement et les autres Codes concernés.

Le présent dossier constitue le dossier de demande d'autorisation environnementale complet conformément aux spécifications du Code de l'environnement, Titre VIII du Livre I et Titre II du Livre I (articles R181-12, R181-13, R181-14, D181-15-2, R122-5).

Afin de permettre une lecture aisée, le DDAE est scindé en plusieurs pièces distinctes qui peuvent être lues séparément mais dont le contenu doit être appréhendé dans sa globalité.

### Etude d'impact ou Etude d'incidence environnementale

L'article R181-13 du code de l'environnement prévoit que le DDAE comporte :

- Soit, lorsque la demande se rapporte à un projet soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R122-2 et R122-3,
- Soit, dans les autres cas, l'étude d'incidence environnementale prévue par l'article R181-14.

L'article R122-2 du code de l'environnement précise les projets soumis à évaluation environnementale de façon systématique et ceux pouvant y être soumis après examen au cas par cas. Selon l'annexe de cet article R122-2, la carrière de Lihons relève de la rubrique 1c) :

- 1) Installations classées pour la protection de l'environnement
  - a. Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE.

**A ce titre, le projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas dont le récépissé de dépôt date du 04 septembre 2019. Par décision préfectorale n° 2019-6001 du 3 octobre 2019 le projet est soumis à étude d'impact.**

Conformément à l'article R181-13 du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale doit comprendre de ce fait :

- Une étude d'impact ;
- La décision indiquant que le projet est soumis à étude d'impact.

**[Voir Décision Cas par Cas, en annexe 1]**



## Les pièces du DDAE

<b>Le dossier administratif</b>	<b>Pièce 1</b>
<b>Le dossier technique</b>	<b>Pièce 2</b>
<b>L'étude d'impact</b>	<b>Pièce 3</b>
<b>L'étude de dangers</b>	<b>Pièce 4</b>
<b>Le résumé non technique de l'étude d'incidence environnementale et de l'étude des dangers</b>	<b>Résumé non technique</b>
<b>Les annexes, dont les plans réglementaires</b>	<b>Dossier Annexes</b>

- **Le dossier administratif** : En réponse à l'article R181-13 modifié et à l'article D181-15-2 modifié du code de l'environnement, il détaille les éléments administratifs de la demande telle que : l'implantation, les capacités techniques et financières du demandeur, la nature et le volume des activités, la conformité aux divers plans, schémas départementaux ou locaux...
- **Le dossier technique** : En réponse à l'article R181-13 modifié du code de l'environnement, il détaille les éléments techniques du projet (aménagements, équipements, matériels, procédures d'exploitation et opérations de contrôle...) nécessaires au bon fonctionnement des installations.
- **L'étude d'impact** : Le contenu de cette étude respecte les prescriptions des articles R122-2 et R123-3 du code de l'environnement. Sur la base d'une description de l'état initial du site et de son environnement (santé, circulation, faune, flore, paysage, ...), l'étude d'impact analyse les effets à court, moyen et long termes, directs et indirects, temporaires et permanents, des installations sur l'environnement, la santé humaine ainsi que les mesures envisagées. Le contenu de cette étude respecte les prescriptions de l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Les dossiers administratifs et techniques constituent à ce titre des composantes structurantes de l'étude d'impact. Ce sont donc bien ces trois dossiers qui constituent l'étude d'impact prévue au sens de l'Article R 122-5 du code de l'environnement.

- **L'étude de dangers** : Conformément à l'article D181-15-2 modifié du code de l'environnement, l'étude de dangers présente les dangers et les accidents potentiels que peut générer l'installation, que leur cause soit d'origine interne ou externe. Elle décrit la nature et l'extension des conséquences que peut avoir un accident éventuel et justifie les mesures propres à réduire sa probabilité et ses effets.
- **Les résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de dangers** : Conformément aux exigences des articles R.181-13, R181-14 et D181-15-2 du code de l'environnement, la prise de connaissance du projet, de l'étude d'impacts et de l'étude de dangers par le grand public doit être facilitée par la présence d'un résumé non technique ;



- **Les plans réglementaires** : Conformément à l'article R181-13 modifié et D181-15-2 modifié du Code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation doit comporter les plans suivants :
  - Plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000 ;
  - Plan d'ensemble du site à l'échelle 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants.
- Remarque : Il est à noter qu'une demande de dérogation sur l'échelle du plan d'ensemble a été formulée en accompagnement des plans réglementaires
- Le dossier Annexes : Il reprend l'ensemble des études complémentaires réalisées ainsi que tous les compléments d'information nécessaires à la compréhension des diverses pièces du dossier. Tous les éléments sont intégrés dans le présent dossier de demande et ont été présentés au mieux pour faciliter la compréhension du dossier en évitant les redondances. Le dossier Annexes reprend également certaines pièces attendues dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale, ainsi que les plans réglementaires.

## 2.5. Organisation du dossier d'autorisation environnementale

Pour une lecture simplifiée du dossier, le tableau suivant identifie les éléments à fournir tel que le prévoit le Code de l'environnement et indique dans quelle partie du dossier ils se trouvent :

Légende :

*DA = Dossier Administratif*

*DT = Dossier Technique*

*EI = Etude d'impact*

*ED = Etude de dangers*

*RNT = Résumé Non Technique*

*DDAE = Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale*

Pour rappel les dossiers « Administratif » et « Technique » sont partie intégrante de l'étude d'impact dont la forme est définie par l'Article R122-5 du code de l'environnement. Cette décomposition a été décidée afin de permettre une lecture facilitée par le public.



Eléments du DDAE	Lien avec Cerfa autorisation n° 15964*01	Article du Code de l'Env.	Pièce du dossier
<b>Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (art. R181-12)</b>			
Le DDAE est adressé au préfet en 4 exemplaires papier et sous forme électronique	-	R181-12°	Sans objet
<b>Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale (art. R181-13)</b>			
Dénomination ou raison sociale du demandeur, forme juridique, adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande	CERFA	R181-13, 1°	DA
Emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée	CERFA	R181-13, 2°	DA
			EI
Plan de situation du projet à l'échelle 1/25 000, ou à défaut au 1/50 000	PJ n° 1	R181-13, 2°	DA
Document attestant que le pétitionnaire est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit	PJ n° 3	R181-13, 3°	Annexe 3
Nature et volume des activités et Rubriques de la nomenclature ICPE	CERFA	R181-13, 4°	DA
Procédés mis en œuvre	CERFA	R181-13, 4°	DT
Moyens de suivi et de surveillance, moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident	CERFA	R181-13, 4°	DT
			EI
			ED
Conditions de remise en état du site après exploitation	CERFA	R181-13, 4°	EI
Le cas échéant, la <b>nature</b> , l' <b>origine</b> et le <b>volume</b> des eaux utilisées ou affectées	CERFA	R181-13, 4°	DT et/ou
			EI
Etude d'impacts ou Etude d'incidence environnementale	PJ n° 4 ou PJ n° 5	R181-13, 5°	EI



Eléments du DDAE	Lien avec Cerfa autorisation n° 15964*01	Article du Code de l'Env.	Pièce du dossier
Lorsque le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas, la décision correspondante	PJ n° 6	R181-13, 6°	Sans objet
Eléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension	PJ n° 2	R181-13, 7°	DAE
Note de présentation non technique	PJ n° 7	R181-13, 8°	RNT
<b>PJ n° 8 :</b> Le pétitionnaire peut inclure dans le dossier de demande une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L. 181-3, L. 181-4 et R. 181-43.	PJ n° 7	R181-13	Sans objet
<b>Pièces complémentaires pour les sites ICPE (art. D181-15-2)</b>			
Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau et lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publiques, le périmètre de ces servitudes et les règles souhaités	PJ n° 50	D181-15-2, I, 1°	Sans objet
Procédés mis en œuvre	PJ n° 46	D181-15-2, I, 2°	DT
Capacités techniques et financières du demandeur	PJ n° 47	D181-15-2, I, 3°	DA
Pour les installations de <b>traitement de déchet</b> : origine des déchets et compatibilité avec les plans de gestion des déchets	PJ n° 51 et PJ n° 52	D181-15-2, I, 4°	Sans objet
Compléments pour les installations soumises aux quotas d'émission de gaz à effet de serre	PJ n° 53 à 56	D181-15-2, I, 5°	Sans objet
Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de <b>modification substantielle et fait l'objet de garanties financières</b> : état de <b>pollution</b> des sols	PJ n° 61	D181-15-2, I, 6°	EI
Pour les <b>installations « IED »</b> compléments prévus à l'article R. 515-59	PJ n° 57 à 59	D181-15-2, I, 7°	Sans objet



Eléments du DDAE	Lien avec Cerfa autorisation n° 15964*01	Article du Code de l'Env.	Pièce du dossier
Garanties financières	PJ n° 60 et PJ n° 68	D181-15-2, I, 8°	DA
Plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants	PJ n° 48	D181-15-2, I, 9°	Annexe 6
Etude de dangers	PJ n° 49	D181-15-2, I, 10°	ED
Dans le cas d'une installation à implanter sur un <b>site nouveau</b> : Avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, et Avis du maire concernant la remise en état du site en fin d'exploitation	PJ n° 62 et PJ n° 63	D181-15-2, I, 11°	Sans objet
Compléments pour les installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent	PJ n° 64 à 67	D181-15-2, I, 12°	Sans objet
En cas d'incompatibilité au PLU, au document en tenant lieu ou à la carte communale : délibération ou acte formalisant la procédure d'évolution de ce document	PJ n° 69	D181-15-2, I, 13°	Sans objet
Compléments pour les carrières et les installations de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales : plan de gestion des déchets d'extraction	PJ n° 70	D181-15-2, I, 14°	Annexe 5
Compléments pour les projets d'exploitation souterraine de carrières de gypse situées dans le périmètre d'une forêt de protection définie à l'article L. 141-1 du code forestier	PJ n° 73 à 76	D181-15-2, I, 15°	Sans objet
Pour les installations d'une puissance thermique > à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée à un niveau de température utile ou celles faisant partie d'un réseau de chaleur ou de froid, analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid.	PJ n° 71	D181-15-2, I, 16°	Sans objet



Eléments du DDAE	Lien avec Cerfa autorisation n° 15964*01	Article du Code de l’Env.	Pièce du dossier
Pour les installations de combustion de puissance thermique ≥ à 20MW, une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur.	PJ n° 72	D181-15-2, I, 17°	Sans objet
Pour les installations « IED » compléments prévus à l'article R.515-59,I	PJ n° 57 à 59	D181-15-2, II	Sans objet
Justification d’un niveau aussi bas possible du risque lié à l’installation, ainsi que la nature et l’organisation des moyens de secours dont le demandeur dispose ou dont il s’est assuré le concours en vue de combattre les effets d’un éventuel sinistre	PJ n° 49	D181-15-2, III	ED
Résumé non technique de l’étude de dangers, explicitant la probabilité, la cinétique et les zones d’effets des accidents potentiels et comportant une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs	PJ n° 49	D181-15-2, III	RNT
			ED
Pièces complémentaires en fonction des autres procédures applicables (art. D181-15-3 à 9)			
Dérogation espèces protégées (PJ n° 88 à 95), Défrichement (PJ n° 105 à 107), Agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L.541-22 (PJ n° 103), Installation de production d'électricité au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie (PJ n° 104)  Modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'Etat ( <b>PJ n° 78</b> ), Modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement ( <b>PJ n° 79 à 87</b> ), Utilisation d'organismes génétiquement modifiés ( <b>PJ n° 96 à 102</b> )		D181-15-3 à 9	Sans objet

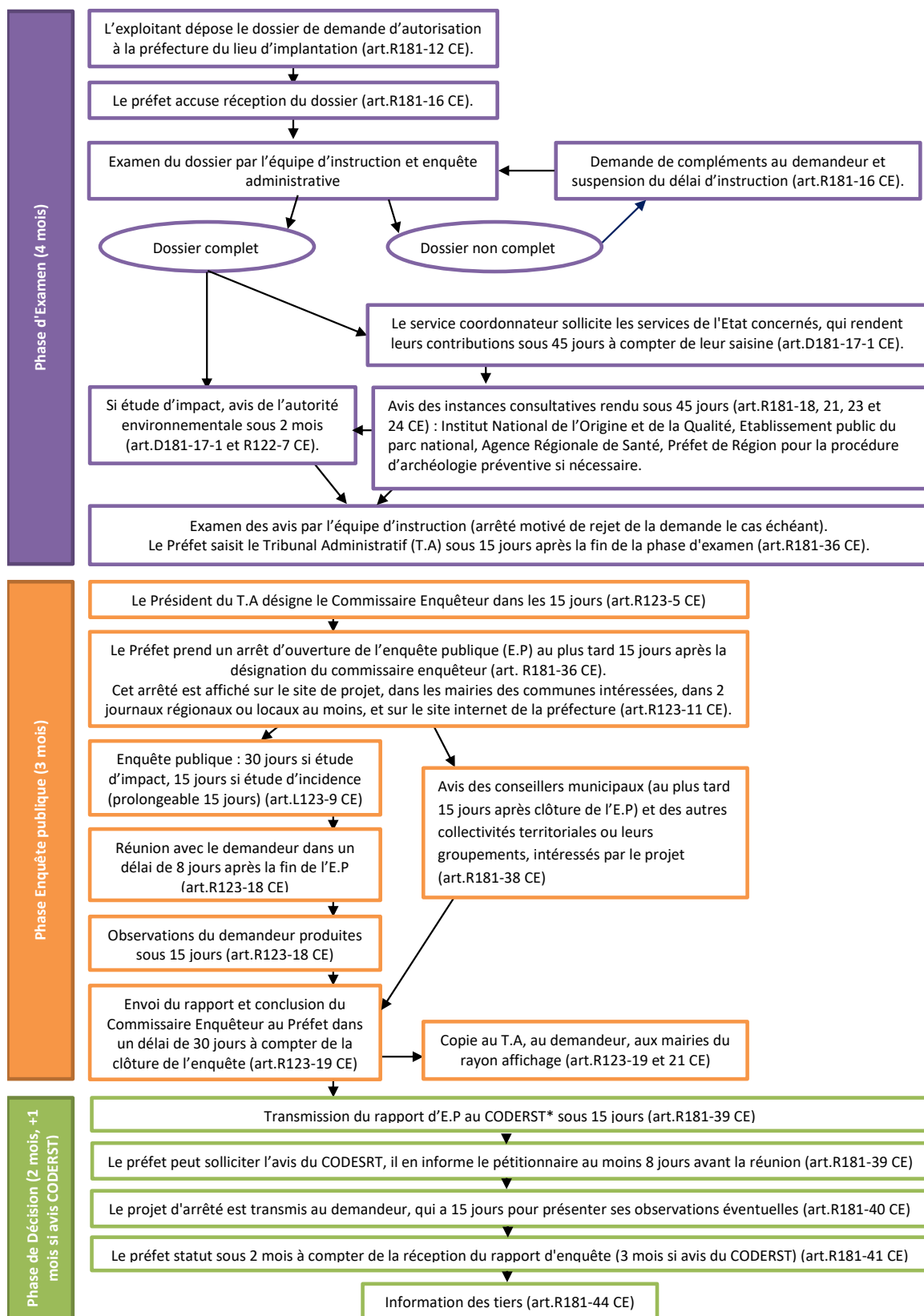




## 2.6. Déroulement de la procédure d'Autorisation

Les articles L181-1 et suivants du code de l'environnement définissent la procédure des installations soumises à autorisation environnementale.

La figure suivante présente le déroulement de la procédure d'autorisation.



\*Commission Départementale de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Figure 1 : Déroulement de la procédure d'autorisation environnementale pour une ICPE



## 2.7. Enquête publique

### 2.7.1. Objet de l'enquête relevant du code de l'environnement

L'objet de l'enquête publique est d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L.123-2 modifié.

Les observations et propositions, recueillies au cours de l'enquête par le commissaire enquêteur et retranscrites dans son rapport, sont prises en considération par le Maître d'Ouvrage et par l'autorité compétente pour rendre la décision.

### 2.7.2. Référentiel réglementaire de l'enquête publique

La procédure d'enquête publique sera menée conformément à la réglementation en vigueur. Les principaux textes régissant l'enquête publique sont listés ci-après :

- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, articles 236, 239, 240, 241, 242 et 245 : « Réforme des enquêtes publiques pour assurer une meilleure participation du public », codifiée.
- L'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale
- Le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.
- Le champ d'application et l'objet de l'enquête publique sont définis par les articles L123-1 et L123-2 du code de l'environnement.
- La procédure et le déroulement de l'enquête publique sont définis par les articles L123-3 à L123-19 ainsi que par les articles R123-2 à R123-27 du code de l'environnement.
- Dans le cas d'une autorisation environnementale, le déroulé de la phase d'enquête publique est défini par les articles L181-10, et R181-36 à R181-38 du code de l'environnement.

Extraits : Article L123-3 du code de l'environnement (chapitre relatif à la participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement) : « *L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise. Lorsque l'enquête publique porte sur le projet, plan, programme ou autre document de planification d'une collectivité territoriale, d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un des établissements publics qui leur sont rattachés, elle est ouverte par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Toutefois, lorsque l'enquête est préalable à une déclaration d'utilité publique, la décision d'ouverture est prise par l'autorité de l'Etat compétente pour déclarer l'utilité publique.* »



Extraits : Article R181-36 du code de l'environnement (chapitre relatif à l'autorisation environnementale) :

« L'enquête publique est organisée selon les modalités du chapitre III du titre II du livre Ier, sous réserve des dispositions de l'article L.181-10 ainsi que des dispositions suivantes : 1° Le préfet saisit le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête [...] Le préfet prend l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête [...] ».

Extraits : Article L123-9 du code de l'environnement : « La durée de l'enquête publique est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale. La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale. Par décision motivée, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête [...] ».

Extraits : Article R123-13 du code de l'environnement : « Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête [...] tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place. En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11. Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête. »

Extraits : Article R123-17 du code de l'environnement : « Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion. »

Extraits : Article R123-19 du code de l'environnement : « Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies. Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. »



### 2.7.3. Accès aux informations relatives à l'environnement et participation du public

Selon l'article 7 de la Charte de l'environnement de 2004, « Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement. » Dans le cadre du présent projet, la participation du public s'effectue dans le cadre de la procédure légalement encadrée du débat public qu'est l'enquête publique, définie selon les formes et délais encadrés par les services de l'Etat. A l'occasion de celle-ci, le public peut accéder aux informations détaillées relatives au projet et ses impacts vis-à-vis de l'environnement et est invité à participer en formulant ses différentes observations qui pourront être prises en compte lors de la finalisation du projet.

Le présent dossier sera instruit selon la nouvelle procédure de l'enquête publique, réformée par le Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

La procédure d'enquête publique permet l'intégration des éventuelles remarques formulées par le public avec une possibilité de réponses du pétitionnaire durant l'enquête. Il permet également la prise en compte des recommandations du commissaire enquêteur et si nécessaire des procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire.

## 3. PRESENTATION DU DEMANDEUR

### 3.1. Identification du demandeur

<b>Dénomination sociale</b>	SAS MATERIAUX ROUTIERS MODERNES
<b>Forme juridique</b>	Société par actions simplifiée (SAS)
<b>Siège social</b>	65, boulevard Carnot 60400 NOYON
<b>Téléphone</b>	03 44 93 25 25
<b>Fax</b>	03 44 93 25 26
<b>Signataire de la demande</b>	M. Jacky GURDEBEKE, Président
<b>Personne en charge du suivi du dossier</b>	M. Jacky GURDEBEKE
<b>Code APE</b>	0811Z
<b>SIRET</b>	3132835660003
<b>Adresse du site d'exploitation</b>	Lieux-dits « Sole du Moulin à Houette », 80320 Lihons

[Voir extrait Kbis, en annexe 2]



### 3.2. Présentation de la société matériau routier moderne

La société MRM est immatriculée au RCS depuis le 10 avril 2001. Elle est spécialisée dans le secteur d'activité de l'extraction de sable, argile et craie (code NAF 0811Z pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise).

### 3.3. Capacités techniques

La société MRM possède et exploite une seule installation : la carrière de Lihons objet du présent dossier. Le personnel de la carrière est composé d'une personne de la société MRM pour l'exploitation du site et de Monsieur Jacky Gurdebeke, directeur de la société MRM.

Les moyens matériels mis en œuvre reposent notamment sur l'utilisation d'une chargeuse appartenant à la société MRM.

La carrière peut compter sur le soutien matériel et logistique de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) adjacente exploitée par la société Gurdebeke SA. Ainsi, le pont bascule et le local technique de la carrière sont reliés au réseau électrique de l'ISDND et les engins de la carrière se réapprovisionnent en gazole non routier (GNR) via la cuve présente sur l'ISDND.

Le décapage et la remise en état seront réalisés par la Société GURDEBEKE en tant qu'entreprise extérieure intervenante. La teneur de l'accord de mise à disposition passera par une déclaration d'une entreprise extérieure et un plan de prévention définissant les mesures prises en commun pour assurer les meilleures conditions de sécurité.

### 3.4. Capacités financières MRM

La société MRM est une S.A.S au capital social de 304 000 euros dont le siège social est situé : 65 boulevard Carnot, 60 400 NOYON.

Les chiffres d'affaires de la SAS Matériaux Routiers Modernes sur les 3 dernières années d'exercices figurent dans le tableau ci-dessous :

	Année 2016	Année 2017	Année 2018
<b>Chiffres d'affaire</b>	5 700,00€	66 620,00€	72 350,00€

Tableau 1 : Capacités financières de MRM



## 4. OBJET DE LA DEMANDE – NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

### 4.1. Objet de la demande

La présente demande, en accord avec le plan des carrières, porte sur la prolongation d'exploitation de la carrière de Lihons dans le département de la Somme (80), pour une durée supplémentaire de 30 ans pour un tonnage moyen de :

- 65 000 t de sable,
- 55 000 t d'argiles et de limons,
- 20 000 t de craie.

Actuellement autorisé	Demandé dans le cadre du dossier
<p>Carrière</p> <p>La production annuelle de la carrière sera limitée aux tonnages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sable : 130 000 t,</li> <li>• Argile et limons : 71 000 t,</li> <li>• Craie : 20 000 t.</li> </ul> <p>Concernant les argiles et limons, 29 000 t/an sont destinés exclusivement au Centre de Stockage de Déchets Non Dangereux situé à côté de la carrière.</p> <p>Durée d'exploitation : 15 ans à compter du 30 juin 2006 (jusqu'au 30 juin 2021)</p>	<p>Carrière</p> <p>La production annuelle de la carrière sera limitée aux tonnages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sable : <b>65 000 t,</b></li> <li>• Argile et limons : <b>55 000 t,</b></li> <li>• Craie : <b>20 000 t.</b></li> </ul> <p style="text-align: center;"><b>X</b></p> <p>Durée d'exploitation : <b>30 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021 (jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2051)</b></p>

### 4.2. Nomenclature de classement ICPE

#### 4.2.1. Historique du site

Le site est autorisé sous le régime de l'autorisation depuis le 30 juin 2006 pour les rubriques 2510 (A), 2515 (D) et 2517 (D).

Suite à la demande de la société MRM, l'arrêté préfectoral du 26 mars 2009 vient modifier l'arrêté initial du 30 juin 2006 en changeant, notamment, les tonnages maximums de production annuelle de 150 000 t à 130 000 t pour le sable, de 25 000 t à 71 000 t pour l'argile et de 30 000 t à 20 000 t pour la craie.

Un porter à connaissance a été déposé aux services instructeurs en avril 2020 afin de présenter les modifications de réduction de tonnages souhaitées par l'exploitant. A ce jour, aucun arrêté préfectoral complémentaire n'a officiellement été délivré à la société MRM.



#### 4.2.2. Rubriques de classement

Le tableau suivant présente le classement ICPE projeté du site dans le cadre de la présente demande :

N° rubrique	Alinéa	Intitulé	Détail installation	Classement*	Rayon affichage
2510	1.	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	<p>Capacité annuelle maximale de 140 000 tonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 65 000 tonnes sables</li> <li>• 55 000 tonnes argiles</li> <li>• 20 000 tonnes craies</li> </ul> <p>Durée d'exploitation : 30 ans (jusqu'en 2051)</p>	A	3

\* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration Contrôlée, D = Déclaration

Tableau 2 : Liste des rubriques ICPE du projet





### 4.3. Rayon de l'enquête publique

Chaque installation concernée par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut être classée suivant le régime de la déclaration, de l'enregistrement ou de l'autorisation. Dans ce dernier cas, le projet doit faire l'objet d'une enquête publique.

Lorsque plusieurs rubriques sont concernées par le régime d'autorisation, le rayon de l'enquête publique retenu est alors le plus grand des rayons d'affichage. Dès qu'une partie de son territoire est situé dans ce rayon d'affichage depuis les limites du site de projet, une commune est concernée dans son intégralité par l'enquête publique.

Au regard des activités projetées sur la carrière de Lihons, le rayon d'affichage est de **3 km** pris depuis les limites du site.

Ce sont les limites administratives des communes qui sont prises en compte et non le centre de la commune elle-même. La carte suivante reprend le rayon de 3 km par rapport aux limites communales administratives.

L'enquête publique relative au présent dossier de demande d'autorisation aura lieu dans les mairies des communes concernées par le périmètre d'affichage, à savoir :

- Chaulnes ;
- Chilly ;
- Framerville-Rainecourt ;
- Hallu ;
- Herleville ;
- Lihons ;
- Maucourt ;
- Méharicourt ;
- Rosières en Santerre ;
- Vauvillers ;
- Vermandovillers.



### Légende

- Site
- Rayon d'affichage (3km)
- Communes

0 1 2 3 4 km

Source : image satellite google



*Figure 2 : Visualisation du rayon d'affichage de 3 km autour du site et des communes concernées par l'enquête publique*



#### 4.4. Aire d'influence de la carrière

Une fois extraient, les matériaux sont stockés puis exportés du site selon leur nature. En accord avec le plan carrière les matériaux extraits et exportés sont prioritairement envoyés à des destinations locales.

Aire d'envoi des matériaux :

- La terre végétale est conservée sur place soit pour l'ISDND soit stockée pour le réaménagement et les talus de la carrière ;
- L'argile et limons argileux sont négociés à la société Gurdebeke SA pour servir aux aménagements des ISDND de Lihons, Château-Gautier et Hardivillers ;
- Le sable est utilisé comme matériau sur des chantiers de génie civil de façon locale. (<100 km autour de la carrière) ;
- La craie ne possède pas les caractéristiques nécessaires pour le chaulage agricole, la craie encore non exploitée pourrait servir à la fabrication de liant.

#### 4.5. Nature et volume des activités

Le projet concerne un site existant utilisé principalement pour l'extraction des :

- Argiles,
- Sables,
- Craies.

La liste exhaustive des installations classées pour la protection de l'environnement est donnée au paragraphe 4.2.

L'historique des quantités de matériaux extraits du site est donné dans le tableau ci-après.

Matériaux	2018	2017	2016	2015	2014	2013
<b>Argiles (t)</b>	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000
<b>Sables (t)</b>	48 271	46 024	38 363	30 375	54 534	56 980
<b>Craie (t)</b>	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
<b>TOTAL (tonnes)</b>	69 289	65 024	57 363	49 375	73 534	75 980

Tableau 3 : Quantité de matériaux extraits chaque année



## 5. EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS

### 5.1. Localisation

La carrière faisant l'objet de la présente demande est localisée à l'ouest de la commune de Lihons, au lieu-dit « Sole du Moulin à Houette », dans le département de la Somme (80).

L'accès principal à la carrière se fait par un chemin privé aménagé depuis la RD 337. Une convention autorisant l'utilisation de ce chemin a été passée avec le propriétaire.

La carte de situation ci-dessous localise le projet et ses limites par rapport aux villes et aux villages alentours :

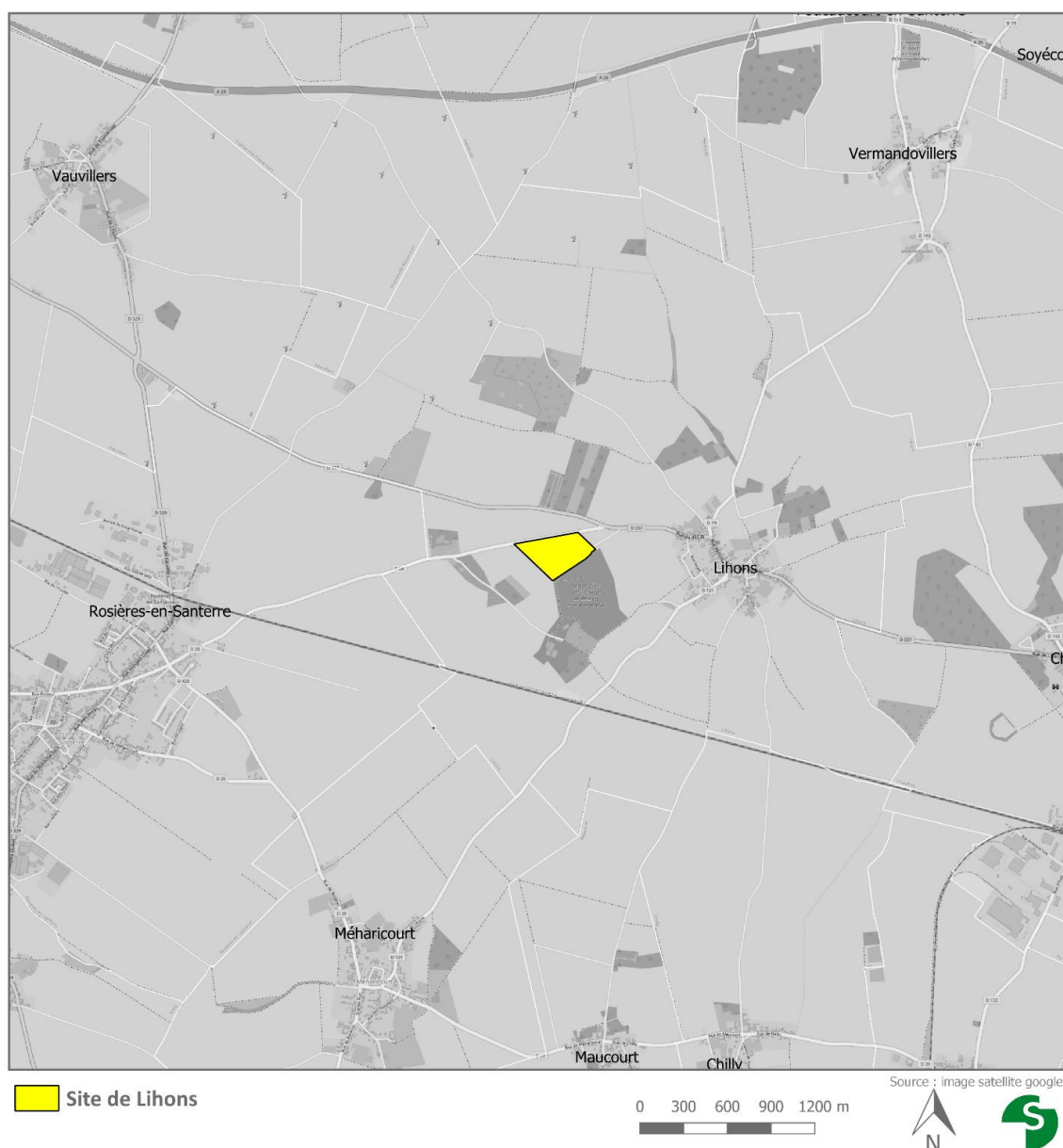


Figure 3 : Localisation de la carrière base plan 1/25 000ème





## 5.2. Situation cadastrale et maîtrise foncière

La carrière couvre une superficie de près de 9,86 ha. Elle se trouve sur les parcelles suivantes :

Tableau 4 : Parcelles de la carrière

Commune	Section Parcelle	Propriétaire	Superficie cadastrale totale	Superficie dans le périmètre ICPE
LIHONS	ZP 6	M.MERLIER Dominique	4ha 00a 00ca	4ha 00a 00ca
LIHONS	ZP 7	M.DEVYLDER Marcel	4ha 89a 80ca	4ha 89a 80ca
LIHONS	ZP 8	M.DEVYLDER Marcel	0ha 96a 30ca	0ha 96a 30ca

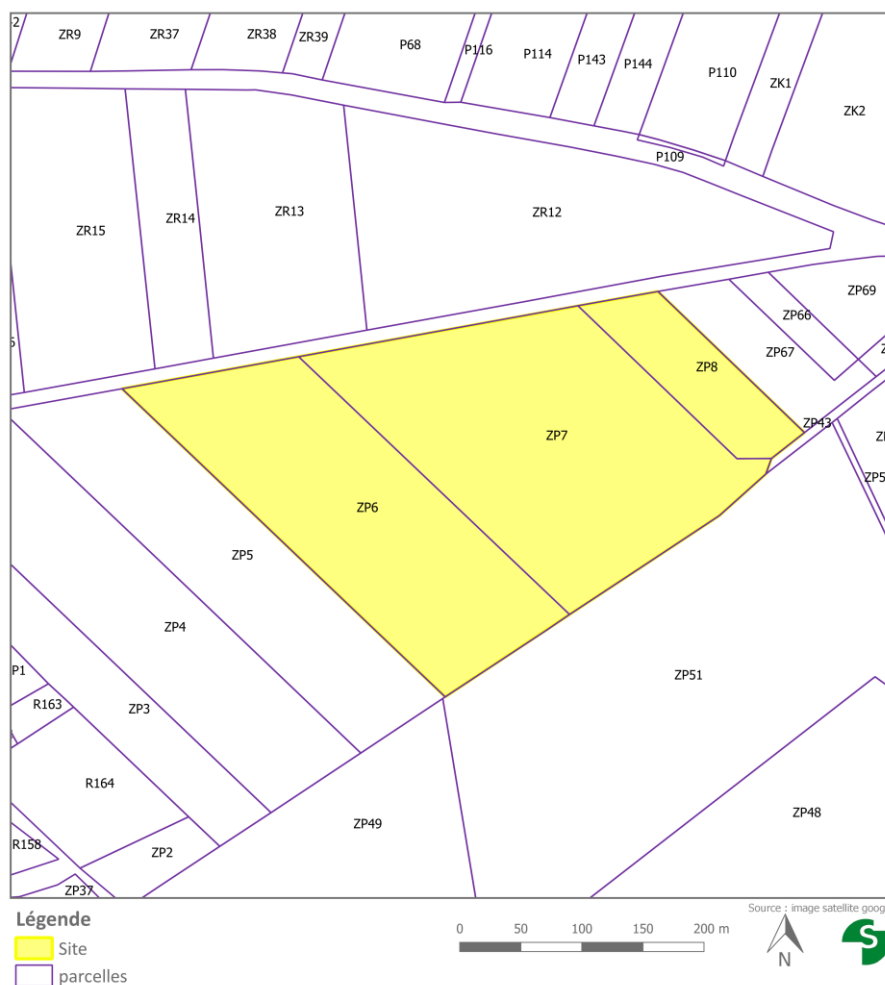


Figure 4 : Plan parcellaire

Le terrain sur lequel est implantée la carrière n'appartient pas à MRM, la société possède un droit de fortage.

[Voir Documents de maîtrise foncière, en annexe 3]

**Les parcelles du projet sont les mêmes que celles de l'installation existante.**



## 5.3. Conformité aux règles d'urbanisme

### 5.3.1. Le SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un outil de planification, qui permet aux communes et aux intercommunalités appartenant à un même bassin de vie de mettre en cohérence leurs politiques dans les domaines :

- de l'urbanisme,
- de l'habitat,
- des implantations commerciales,
- des déplacements,
- de l'environnement.

La commune d'implantation du site fait partie du SCoT du Pays Santerre Haute Somme, approuvé le 12 décembre 2017 et opposable depuis le 18 février 2018.

Le SCoT du Pays Santerre Haute Somme s'articule autour de 3 axes :

- Axe 1 : Améliorer la qualité de vie des habitants et rendre attractif le Santerre Haute Somme
- Axe 2 : Dynamiser l'activité économique du Santerre Haute Somme grâce à sa situation géographique privilégiée
- Axe 3 : Valoriser les richesses naturelles et paysagères du Santerre Haute Somme pour le conforter comme territoire durable

**Le projet étant réalisé sur les terrains de l'installation existante, il n'aura aucun impact en termes de consommation d'espace ou de biodiversité et se conformera donc aux objectifs du SCoT.**

### 5.3.2. Plan Local d'Urbanisme

La commune de Lihons est couverte par une carte communale datant de 2008. La carrière est située dans une zone définie comme « Secteur réservé à l'implantation d'activités » (délimitée en vert sur la figure 5). Cette zone a été spécialement définie pour prendre en compte l'exploitation de la carrière et de l'ISDND.



Figure 5 : Plan de zonage de la carte communale de Lihons

### 5.3.3. Servitudes

Aucune servitude (réseaux eau potable, électricité, ...) ou périmètre de protection (captage des eaux, bruit, ...) n'ont été identifiés au droit du site.



#### 5.3.4. Plans de Prévention des Risques

Selon l'environnement du site et les contraintes auxquelles les terrains sont soumis, des plans de prévention des risques peuvent être préconisés. Ces plans détaillent des prescriptions applicables à des zones jugées comme sensibles du fait d'un risque potentiel, qu'il soit naturel (foudre, séismes, inondations...) ou technologique (risques d'explosion d'un site voisin...).

Les risques naturels identifiés sur la commune de Lihons sont les suivants (source : georisques.gouv) :

- Séisme (Zone de sismicité 1),
- Transport de marchandises dangereuses.

**La commune de Lihons n'est concernée ni par Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) ni par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).**

L'étude de dangers (pièce 4 du dossier de demande d'autorisation) précise, pour l'ensemble des risques naturels, les niveaux d'aléa rencontrés au droit de la zone de projet.

#### 5.4. Permis de construire

Le projet ne comprend pas de constructions soumises à permis de construire.





## 6. CONFORMITE AUX DOCUMENTS DE PLANIFICATION DES CARRIERES

### 6.1. Compatibilité avec les schémas départementaux et régionaux

#### 6.1.1. Un contexte réglementaire en évolution

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi « ALUR », a fait évoluer les schémas des carrières afin de renforcer leur efficacité, de sécuriser l'approvisionnement et l'accès effectif aux gisements et de simplifier le dispositif). Elle attribue aux régions cette nouvelle compétence qui relevait auparavant des départements.

La loi « ALUR » a prévu une disparition progressive des schémas départementaux des carrières d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour la métropole et d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2025 en outre-mer. Ils cesseront ainsi de s'appliquer pour laisser la place aux schémas régionaux des carrières qui changeront alors leur nature et leur portée. Durant cette phase transitoire, les dispositions réglementaires relatives aux schémas des carrières dans leurs deux formats (départemental et régional) cohabiteront.

Ainsi, au niveau de la région des Hauts-de-France, le 1<sup>er</sup> comité de pilotage de l'élaboration du schéma régional carrière a eu lieu le 4 avril 2018. Le schéma régional n'est pas encore adopté et le projet n'est pas encore consultable.

Dans l'attente de cette adoption, c'est le schéma départemental des carrières de la Somme qui s'applique.

#### 6.1.2. La réponse à un besoin local exprimé dans le Schéma départemental des carrières

La carrière MRM de Lihons est d'ores et déjà prise en compte comme carrière en activité dans le schéma départemental des carrières de la Somme.

Ce schéma s'articule autour de 6 principales orientations auxquelles répond la carrière :

Orientations du schéma	Compatibilité du projet
<b>Utilisation rationnelle des granulats dans BTP.</b>	Exploitation de sable, argiles et craies utilisables en VRD et BTP.
<b>Exploitation de gisements locaux.</b>	La carrière se situe à 30 km d'Amiens qui est identifié comme le secteur le plus consommateur du département.
<b>Développement mode de transport doux.</b>	Le schéma tend à favoriser le transport fluvial notamment le canal de la Somme qui passe par Amiens et qui permet de rejoindre le canal du Nord pour aller en région parisienne (important



Orientations du schéma	Compatibilité du projet
	importateur de matériaux de construction). La carrière est située trop loin des infrastructures portuaires (Amiens semble le port le plus proche) pour que l'utilisation de ce type de transport soit viable.
<b>Prise en compte de l'environnement.</b>	La carrière est déjà autorisée et est soumise à son arrêté d'autorisation ICPE.  La carrière est située en dehors des zonages où l'implantation de carrière est déconseillée par le schéma départemental.
<b>Remise en état : « Pour les carrières avec usage initial agricole du site, le réaménagement visera en priorité un retour à un usage agricole »</b>	Le réaménagement de la carrière se fera en accord avec les recommandations d'intégration paysagère et de préservation écologique préconisés par les bureaux d'études spécialisés.

**La carrière de Lihons répond ainsi aux objectifs de production locale et raisonnée voulus par le schéma départemental des carrières.**

## 7. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE PLANIFICATION

L'article R181-14 du Code de l'environnement relatif au contenu de l'étude d'incidence environnementale prévoit que :

« Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, l'étude d'incidence environnementale porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux. Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7 et de sa contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10. »

Ces éléments sont présentés dans l'étude d'impact : compatibilité au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).



## 8. GARANTIES FINANCIERES

L'exploitation de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est subordonnée à l'obligation de constitution de garanties financières, destinées à assurer la dépollution et la remise en état du site en cas de cessation d'activité ou d'accident.

L'article L516-1 du code de l'environnement impose la constitution de garanties financières pour les ICPE de type carrières.

L'objectif de ces garanties est de permettre à l'Etat de disposer d'un montant de réserve mobilisable en cas de défaillance de l'exploitant de l'installation. Dans ce cas, les garanties financières seront mobilisées pour procéder à la mise en sécurité, au maintien et au suivi du site.

Les garanties financières peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Les garanties financières sont calculées pour 6 phases quinquennales.

### 8.1. Réglementation

3 textes donnent les règles d'application de constitution des garanties financières :

- Articles R516-1 à R516-6 du code de l'environnement ;
- Circulaire du 9 juin 1994 ;
- Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Ces textes ont été pris en référence pour le calcul des garanties financières, de même que la note de la DGPR n°BSSS/2013-265/EF relative aux garanties financières pour la mise en sécurité des installations définies au 5° du R. 516-1 du Code de l'environnement.



## 8.2. Calcul des garanties financières

Le calcul a été réalisé en respectant les textes réglementaires cités précédemment et les hypothèses données dans la partie précédente. Les garanties financières sont directement liées au mode d'exploitation et au réaménagement des sites. L'exploitation de la carrière par MRM est réalisée en fosse, à sec et à ciel ouvert.

Le montant total de la garantie est égal à :  $CR = \alpha [(S1 \times C1) + (S2 \times C2) + (S3 \times C3)]$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée (5 ans).

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Coûts unitaires (TTC) :

- C1 : 15 555 euros / ha ;
- C2 : 36 290 euros / ha pour les 5 premiers hectares ; 29 625 euros / ha pour les 5 suivants ; 22 220 euros / ha au-delà ;
- C3 : 17 775 euros / ha.

$\alpha$  est un indice d'actualisation des coûts. Selon l'annexe I de l'arrêté du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009,  $\alpha$  se calcule selon la formule suivante :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;
- Index0 : indice TP01 de mai 2009 soit 616,5 ;
- TVAR : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;
- TVA0 : taux de la TVA applicable en janvier 2009 soit 0,196.

L'indice TP01 du mois d'octobre 2019 (indice le plus récent à la date de dépôt du présent dossier) est 111,2. En utilisant le coefficient de raccordement entre les anciens et nouveaux index TP01, égal à 6,5345, on obtient un index TP01 égal à 726,64.



### 8.3. Hypothèses de calculs

Toutes les surfaces (S1, S2) et linéaires (S3) pris en compte ont été estimés sur la base des plans de phasage présentés dans le Dossier Technique (Pièce 2) du présent DDAE et correspondent aux situations majorantes. Les surfaces telles que définies ci-dessus correspondent, pour la carrière de Lihons, à :

- **S1 « Surfaces d'infrastructures »** : sont retenues les rampes d'accès au fond de carrière
- **S2 « Surfaces en chantier »** : Surfaces en cours décapées et en cours d'exploitation.
- **S3 « Surfaces de front d'exploitation »** : Surface moyenne des fronts (non remis en état) évaluée par le produit du linéaire de front par sa hauteur moyenne.
- Les surfaces remises en état sont les surfaces restituées dans leur état définitif.

### Résultats du calcul

Les tableaux ci-dessous présentent les surfaces maximales et montant de référence des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

	Valeur	Source
Indice TP01	<b>110.80</b>	TP01 Mars 2020
Index	724.02	TP01 pondéré
Index0	616.5	AM 09/02/2004
TVAR	20%	TVA Actuelle
TVA0	19.60%	AM 09/02/2004
<b>α</b>	<b>1.18</b>	

			S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	CR (€)
Autorisation actuelle	1ère période	Du 30/06/2006 au 29/06/2011	0.30	-	-	5 498.70
	2ème période	Du 30/06/2011 au 29/06/2016	0.30	3.00	0.96	153 891.26
	3ème période	Du 30/06/2016 au 29/06/2021	0.30	3.50	1.08	177 785.55
Autorisation complémentaire sollicitée	4ème période	Du 30/06/2021 au 29/06/2026	0.30	4.65	1.10	227 464.31
	5ème période	Du 30/06/2026 au 29/06/2031	0.30	2.07	1.19	118 986.18
	6ème période	Du 30/06/2031 au 29/06/2036	0.30	3.06	1.14	160 327.59
	7ème période	Du 30/06/2036 au 29/06/2041	0.30	3.00	1.08	156 404.65
	8ème période	Du 30/06/2041 au 29/06/2046	0.30	2.62	1.10	140 657.84
	9ème période	Du 30/06/2046 au 29/06/2051	0.30	1.52	1.08	93 167.44

Tableau 5 : Tableurs de calcul



[www.setec.com](http://www.setec.com)

**Paris**

Immeuble Central Seine  
42-52 quai de la Rapée  
CS 71230  
75583 PARIS CEDEX 12  
FRANCE

Tél +33 1 82 51 55 55

**Lille**

2 rue du Priez  
59000 LILLE  
FRANCE

Tél +33 3 28 38 17 87

**Lyon**

Immeuble le Crystallin  
191-193 cours Lafayette  
CS 20087  
69458 LYON CEDEX 06  
FRANCE

Tél +33 4 27 85 49 56

**Marseille**

4 place Sadi Carnot  
13002 MARSEILLE  
FRANCE

Tél +33 4 86 15 61 80

**Nantes**

L'Acropole  
1 allée Baco  
44000 NANTES  
FRANCE

Tél +33 2 44 76 63 30

Siège social : Immeuble Central Seine 42-52 quai de la Rapée 75583 PARIS CEDEX 12 - SAS au capital de 177 080 € - RCS PARIS 330 727 264 - TVA FR 38330727264